

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
1722, avenue de Colmar
47916 Agen

Agen, le 13/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SYND MIXTE COLLECTE TRAITEMENT ORDURES MENAGERES D'AIGUILLON

PL DU 14 JUILLET
47190 Aiguillon

Références : OD/Ubd24-47/2026/053
Code AIOT : 0005205617

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2026 dans l'établissement SYND MIXTE COLLECTE TRAITEMENT ORDURES MENAGERES D'AIGUILLON implanté ISDND - Lalanne St Germain 83 route de Gontaud de Nogaret 47400 Fauillet. L'inspection a été annoncée le 04/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée dans le cadre du suivi post-exploitation de l'ISDND.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYND MIXTE COLLECTE TRAITEMENT ORDURES MENAGERES D'AIGUILLON
- ISDND - Lalanne St Germain 83 route de Gontaud de Nogaret 47400 Fauillet
- Code AIOT : 0005205617

- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une ISDND en post-exploitation avec une autorisation d'implantation d'une centrale photovoltaïque. La réhabilitation s'est achevée fin 2021, suivie par la mise en place de panneaux photovoltaïques implantés au sol dont le raccordement s'est réalisé en 2024.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La clôture autour du site a été débroussaillée, les zones défailtantes ont été reprises à de nombreux endroits permettant une sécurisation autour du site maintenant efficace et en bon état.
Le bassin a été curé, mais il subsiste des écoulements de gravillons des drainages qu'il y a lieu de remonter à leur emplacement.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Maintien de la couverture et des écoulements superficiels	AP Complémentaire du 18/01/2023, article 3.3	Demande d'action corrective	3 mois
6	équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 43	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi du site - post-exploitation Lixiviats	AP Complémentaire du 18/01/2023, article 2	Sans objet
2	Suivi du site - post-exploitation suivi des paramètres	AP Complémentaire du 18/01/2023, article 2	Sans objet
4	Maintien de la couverture et des	AP Complémentaire du 18/01/2023, article 3.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	écoulements superficiels		
5	Suivi du site - post-exploitation - biogaz	AP Complémentaire du 18/01/2023, article Annexe I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est bien suivi et entretenu.

Deux constats sont à régler, sur la conservation des eaux superficielles sur le site et la sécurisation des chemins de câbles.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi du site - post-exploitation Lixiviats

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/01/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, qualité des lixiviats
Prescription contrôlée : (...)La pertinence de la filière de traitement des lixiviats actuellement utilisée par le SMICTOM LGB sera évaluée. Dans le cas ou cette filière ne soit pas adaptée, le SMICTOM proposera à l'IIC la filière de traitement adéquate(...)
Constats : En 2025, le casier 3 présente des lixiviats sur une hauteur maxi allant jusqu'à 35 cm. Considérant l'étanchéité de la couverture, cette quantité sera pompée en 2026 sur les puits PBL9 et PBL10 afin de vider ce casier. La qualité des lixiviats dans les bassins sera de nouveau analysée en 2026. Depuis les travaux d'étanchéité de la couverture, la qualité des lixiviats peu chargés en polluants est en constante baisse. L'exploitant peut faire envisager un rejet au milieu naturel.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le type de déchets enfouis dans cette ISDND, maintenant isolés et non noyés, concentrent peu les lixiviats en polluants ; les analyses et le suivi doivent permettre à l'exploitant de proposer au cours de la post-exploitation la possibilité ou non de rejet direct au milieu naturel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Suivi du site - post-exploitation suivi des paramètres

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/01/2023, article 2
Thème(s) : Situation administrative, rapports de contrôles
Prescription contrôlée :

<p>Le SMICTOM réalisera un rapport annuel de suivi post-exploitation.</p> <p>Un bilan quadriennal avec analyse comparative et propositions sera effectué sur l'ensemble de ces éléments de suivi et transmis à l'inspection des installations classées pour être adapté le cas échéant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport de suivi annuel 2025 a été fourni en 2026. Il prend en compte l'ensemble des thématiques de suivi à aborder (biogaz, eau souterraine et de surface, piézométrie, lixiviats). Il est de bonne qualité et permet de vérifier et comprendre le fonctionnement de l'ISDND.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'année 2026 sera la fin de la période de suivi quadriennal. Un rapport devra être élaboré en compilant les quatre années de suivi, et une synthèse commentée et argumentée sera établie en vue d'une présentation en CSS.</p> <p>Cette synthèse devra permettre à l'ensemble des parties d'appréhender les objectifs de suivis et leurs résultats lors de la CSS 2027.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Maintien de la couverture et des écoulements superficiels

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/01/2023, article 3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, eaux internes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...)La fonction, l'efficacité (imperméabilité) et la pérennité de la couverture finale ne doivent pas être remises en cause(...)</p>
<p>Constats :</p> <p>La digue NE du casier 5 présente un affaissement au travers duquel l'eau interne de surface de la couverture déborde pour sortir du site et partir au milieu naturel.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'affaissement de la digue doit être réparé pour lui rendre son objectif de maintien des eaux internes sur le site pour rejoindre le bassin des eaux pluviales. Cette réparation sera réalisée en préservant à la couverture son caractère étanche.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Maintien de la couverture et des écoulements superficiels

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/01/2023, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, eaux internes
Prescription contrôlée : (...)Le bon maintien des sols devra être assuré par un engazonnement régulièrement entretenu(...)
Constats : La végétation précédemment vue en inspection sur le site a été coupée. Les dessous des tables des panneaux photovoltaïques sont entretenus et le site est correctement enherbé. Le risque incendie est prévenu. Les dépressions de sol subsistent, favorisant les stagnations d'eau.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La mise en œuvre de matériaux insensibles à l'eau serait nécessaire dans ces parties humides pour protéger la couverture du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Suivi du site - post-exploitation - biogaz

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/01/2023, article Annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, entretien
Prescription contrôlée : (...) Si la teneur en H ₂ S dépasse 10ppm en sortie de filtre, la programmation du changement de la charge de charbon actif du filtre sera engagée (...)
Constats : Les charbons actifs de l'installation de traitement du biogaz ont été remplacés, bien qu'il n'y ait pas d'odeur sur le site et que la qualité des charbons actifs retirés ne montrait pas de défaillance.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 43
Thème(s) : Risques accidentels, chemins de câbles
Prescription contrôlée : (...)Un contrôle des équipements et des éléments de sécurité de l'unité de production photovoltaïque est également effectué à la suite de tout événement climatique susceptible d'affecter la sécurité de l'unité de production photovoltaïque. Les résultats des contrôles ainsi que les actions correctives mises en place sont enregistrés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées(...)
Constats :

<p>Lors des derniers intempéries de février 2026, plus particulièrement la tempête Nils, des capotages de chemins de câbles se sont décrochés de leurs supports.</p> <p>Ces capots se sont envolés sur le site (voie ferrée à proximité) laissant apparaître les câbles dans leur chemin, les rendant ainsi vulnérables et accessibles.</p> <p>D'une longueur d'environ 1m et 0.40 de large, ces tôles emportées par le vent, remettent en cause la sécurité des tiers (L511-1 CE).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, conformément à l'article 43 de l'AMPG du 4/10/2010, d'effectuer un contrôle sur l'ensemble des capots présents sur le site pour s'assurer de leur fixation, de justifier la nécessité de mettre en place une action corrective empêchant tout autre envol.</p> <p>L'exploitant devra faire parvenir à l'inspection le résultats des ces investigations, réflexions et mises ne œuvre d'actions correctives.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>